

PRÉFET DE LA VENDÉE

ARRÊTÉ n° 20-DRCTAJ/1- 101

modifiant l'arrêté préfectoral n°10-DRCTAJ/1-332 du 4 mai 2010 autorisant le GFA DU CARTERON à exploiter un élevage de bovins à l'engraissement au lieu-dit « le Carteron d'Evrunes » sur la commune de MORTAGNE-SUR-SEVRE

Prescriptions complémentaires

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales (article L.512-7 du code de l'environnement) du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (joint en annexe) ;

VU l'arrêté du préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne du 18 novembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

VU l'arrêté du préfet de région n° 2018-408 du 16 juillet 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire ;

VU l'arrêté inter-préfectoral n°15-DDTM-141 du 7 avril 2015 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Sèvre nantaise ;

VU l'arrêté inter-préfectoral (Maine-et-Loire/vendée) n°D3-2009 n°753 du 30 décembre 2009 d'autorisation d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine, déclaration d'utilité publique des périmètres de protection autour du captage d'eau au barrage des Trois Rivières sur la commune du Longeron (département de Maine-et-Loire) et d'imposition de servitudes d'utilité publique sur le territoire des communes su Longeron (département de Maine-et-Loire), de Mortagne-sur-Sèvre, Saint-Aubin-des-Ormeaux et La Verrie (département de Vendée) ;

VU la demande complète et régulière présentée en date du 1er août 2019 par LE GFA DU CARTERON, dont le siège social est situé au lieu-dit « le Carteron d'Evrunes » sur la commune de MORTAGNE-SUR-SEVRE, pour l'enregistrement d'un élevage de bovins à l'engraissement (rubrique n° 2101-1 de la nomenclature des installations classées) au lieu-dit « le Carteron d'Evrunes » sur le territoire de la commune de MORTAGNE-SUR-SEVRE ;

VU l'arrêté n°10-DRCTAJ/1-332 du 4 mai 2010 autorisant LE GFA DU CARTERON à exploiter un élevage de bovins à l'engraissement au lieu-dit « le Carteron d'Evrunes » sur le territoire de la commune de MORTAGNE-SUR-SEVRE ;

VU le rapport du 13 janvier 2020 de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que le projet, qui consiste en une modification du plan d'épandage et une reprise de bâtiments :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2,
- n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact suite à la procédure de cas par cas réalisée en application de l'article R.122-2 : le projet, bien que dépassant le seuil d'enregistrement au titre des rubriques 2102-1, n'atteint pas les seuils fixés par l'article L.512-7-2 du code de l'environnement ;
- n'atteint pas les seuils quantitatifs et les critères fixés par l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R.512-33, R.512-46-23 et R.512-54 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la demande justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié susvisé et que le respect de celles-ci permet de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la surface d'épandage nécessaire est suffisamment dimensionnée en recourant à l'épandage sur des terres en propre ;

CONSIDÉRANT que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux et compte tenu des engagements précités, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT en particulier l'éloignement suffisant des zones sensibles, notamment des zones Natura 2000 vis-à-vis du site d'exploitation et du plan d'épandage ;

CONSIDÉRANT en particulier l'absence des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants et/ou approuvés dans cette zone ;

CONSIDÉRANT en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale

CONSIDÉRANT que le GFA DU CARTERON est actuellement autorisé à exploiter un élevage de bovins engraissement situé au lieu-dit « le Carteron d'Evrunes » sur le territoire de la commune de MORTAGNE-SUR-SEVRE par l'arrêté n°10-DRCTAJ/1-332 du 4 mai 2010 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'intéressé n'a pas présenté d'observation avant le terme du délai de quinze jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

ARRÊTE

CHAPITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations du GFA DU CARTERON dont le siège social est situé au lieu-dit « le Carteron d'Evrunes » sur la commune de MORTAGNE-SUR-SEVRE, faisant l'objet de la demande susvisée du 1^{er} août 2019, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de MORTAGNE-SUR-SEVRE au lieu-dit « le Carteron d'Evrunes ».

L'arrêté cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans, sauf cas de force majeure, ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

ARTICLE 1.2 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE ENREGISTREMENT DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Effectif/Volume ⁽¹⁾
2101-1-b	Élevage de bovins à l'engraissement (de 401 à 800 animaux)	Bâtiment d'élevage	450 bovins à l'engraissement

⁽¹⁾ classement E : régime de l'enregistrement

ARTICLE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans la dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande complète du 1^{er} août 2019.

ARTICLE 1.4. PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles des actes administratifs antérieurs qui sont abrogées :

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°10-DRCTAJ/1-332 du 4 mai 2010 autorisant le GFA DU CARTERON à exploiter un élevage de bovins à l'engraissement au lieu-dit « le Carteron d'Evrunes » sur le territoire de la commune de MORTAGNE-SUR-SEVRE sont abrogées.

ARTICLE 1.5. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales (article L.512-7 du code de l'environnement) du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, dont une copie est jointe au présent arrêté.

ARTICLE .1.6. COMPLÉMENTS AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Le GFA du Carteron est tenu de se conformer à la mesure compensatoire suivante : le parc de triage situé à une distance de 20 mètres d'une habitation de tiers, ne devra pas contenir plus de 5 bovins.

ARTICLE 1.7. CESSATION D'ACTIVITÉ

Au moment de l'arrêt définitif de l'activité pour laquelle l'installation est enregistrée, son exploitant en informe le Préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées ou semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

CHAPITRE 2. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 2.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 2.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, elle peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le tribunal administratif de Nantes. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est :

- 1° pour le demandeur ou exploitant, de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;
- 2° pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant

enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 2.3. PUBLICITÉ

A la mairie de MORTAGNE-SUR-SEVRE :

- Une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès-verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, pôle environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture de Vendée pendant une durée minimale de trois ans.

ARTICLE 2.4 DIFFUSION

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

ARTICLE 2.5. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la Préfecture de la Vendée, la directrice départementale de la protection des populations, les inspecteurs de l'environnement, le maire de Mortagne-sur-Sèvre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La ROCHE-sur-YON, le **20 FEV. 2020**
Le Préfet,

~~Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vendée~~

François-Claude PLAISANT

ARRÊTÉ n° 20-DRCTAJ/1- *101*

modifiant l'arrêté préfectoral n°10-DRCTAJ/1-332 du 4 mai 2010 autorisant le GFA DU CARTERON à exploiter un élevage de bovins à l'engraissement au lieu-dit « le Carteron d'Evrunes » sur le territoire de la commune de MORTAGNE-SUR-SEVRE - Prescriptions complémentaires.

